Azouz Begag a envoyé un ultimatum à la France : la soumission ou la guerre !

écrit par Jean d'Acre | 22 février 2021



L'interview d'Azouz Begag dans l'hebdo « le Point » du 25 février 2021 est pleine d'enseignements.

Ce qu'il nous apprend ne peut que conforter ceux qui auraient la volonté de réclamer le départ de tous les musulmans du pays de France.

Il reproche aux Français de s'être « agrippés à la conservation de leur identité » pour finir par avouer, concernant la majorité des musulmans qui sont établis en France, qu'il distingue des islamistes radicaux, « Mais il y a les autres, des millions, qui ne font jamais parler d'eux, qui ont pleinement trouvé leur place en France où ils sont nés. Par exemple, j'ai à Lyon des amis qui ont trente-quarante ans. Ils sont brillants et bien installés avec leur famille. En bien, leur socle identitaire repose sur l'islam. Quand vous demandez qui ils sont, ils ne répondent pas « français », mais d'abord « musulman ». Ils sont loin d'être des fanatiques, mais pour eux Dieu est la première pierre de leur construction identitaire. Intime et personnelle. Ils ne font aucun prosélytisme. Plus la société française

stigmatise les musulmans, plus les jeunes se tourneront vers l'islam par défi… ».

Il suffit de décoder ce discours en clair pour comprendre que, pour Begag, le musulman, qu'il soit modéré ou pas, n'a jamais eu l'intention de s'assimiler à quoi que ce soit et surtout pas aux lois, us et coutumes d'un pays laïque. Il suffit de pousser la logique pour comprendre qu'il n'y a pas d'un côté des musulmans modérés et de l'autre des

musulmans radicaux, il y a des musulmans, point.

Et ici on n'affirme pas gratuitement puisque c'est l'un des mieux placés auprès de l'islam, ancien ministre, qui nous l'apprend dans un hebdomadaire français à grand tirage. Relisez bien le paragraphe de son interview ci-dessus, et comprenez qu'à partir de son exemple de musulmans brillants et bien installés et même nés dans ce pays, ce sont des millions de musulmans qui ne se sentent pas français mais musulmans.

Que monsieur Azouz Begag fasse le constat des Identitaires ne manque pas de saveur, et il renvoie par la même occasion madame le Pen à ses études quand elle affirme comme une oie blanche que l'islam est compatible avec notre République.

« Patate » on a envie de lui répliquer, à la Marine, notre République est laïque et le musulman est musulman, puisqu'il le dit, le proclame, l'écrit, le conjugue au passé, au présent et au futur, mais quoi, Madame Marine, vous êtes tombée dans le piège à cons de l'écriture inclusive pour ne plus comprendre le français ?????

L'incompatibilité est à son acmé quand monsieur Begag avoue, à propos de la liberté de conscience et de blasphémer :

« Quand vous avez une partie de la population musulmane qui est à fleur de peau sur la question du blasphème et des caricatures : faut pas toucher. Je connais la posture figée, intransigeante, qui voudrait qu'en France, pays de liberté, on fasse ce qu'on veut ! Mais il y a l'autre, plus conciliante, qui prend en compte le caractère sacré et

épidermique de l'identité musulmane chez les jeunes en particulier. Partout à travers le monde. On ne touche pas à Mahomet. Surtout quand la foi est la première pierre du socle identitaire de la personne. D'aucuns préféreront mourir et vivre en martyr en défendant l'honneur de leur religion et du Prophète, plutôt que de se laisser « souiller » par des caricatures. On en est là. La religion est un sujet brûlant. Irrationnel ».

Faites donc ressortir les mots qui disent vraiment des mots qui habillent et vous avez l'incompatible qui vous saute à la gorge : le caractère sacré et épidermique de l'identité musulmane, l'honneur de la religion et du Prophète sont des concepts qui ne peuvent ABSOLUMENT pas se concilier avec le caractère sacré de la liberté de conscience et son expression, ainsi que l'honneur et le caractère sacré des frontières et du sol de France.

Faites ressortir le bout de phrase qui concerne l'attitude conciliante que la France devrait avoir en prenant en compte l'identité musulmane sacrée et allez au bout de la logique que cela implique : c'est du pur séparatisme affiché sans complexe puisqu'il y aurait d'un côté le citoyen profane et de l'autre le musulman saint et protégé.

Par une étrange inversion des normes, c'est introduire en France voltairienne le système des castes hindou, avec d'un côté l'intouchable non sacré et le musulman sacré.

Le bout de course, la démographie aidant, c'est en filigrane à terme le sort des chrétiens d'Orient et des chrétiens et chrétiennes du Pakistan qui se profile.

On repense à Asia Bibi condamnée à mort pour avoir bu l'eau d'un puits avant des musulmanes, donc d'avoir souillé l'eau.

Or vous remarquerez que monsieur Begag utilise le même terme, « souillé ».

Le profane et le sacré, voilà l'inconciliable.

Surtout dans un pays comme la France où le profane est

sacralisé.

Tournez l'affaire dans tous les sens, ce sont bien deux sacrés qui finiront par s'affronter, inévitablement, inexorablement, fatalement, obligatoirement, nécessairement, et le politicien de ce pays qui n'est pas capable de percevoir au loin les centaines de milliers d'égorgement n'est pas un politicien visionnaire capable d'anticiper. Bref, c'est un guignol comme on en a tant dans l'Hexagone. Car la menace est là, ouvertement affichée, explicite, sérieuse, claire, grave, précise et concordante comme on l'écrit dans les réquisitoires de nos procureurs.

En réclamant une attitude conciliante de la part des Français non musulmans envers les musulmans, monsieur Begag ne demande rien d'autre que leur soumission au sacré musulman!

Car, et ici relisez bien encore fois cette phrase de l'interview : « Plus la société française stigmatise les musulmans, plus les jeunes se tourneront vers l'islam par défi... ».

Après avoir fait le même constat que tous les partis patriotes sur l'impossible assimilation des musulmans, monsieur Begag prévient : des millions de musulmans revendiquent le droit d'être seulement musulmans sur le sol de France et de ne pas être français, et si vous persistez à exiger du musulman qu'il perde son identité pour devenir citoyen avant d'être soumis au Coran, vous allez vous faire égorger, exploser et mitrailler par nos troupes de jeunes qui sont prêtes à prendre les armes.

Vous pouvez chercher vos mots pour qualifier le message de monsieur Begag, il s'agit tout simplement d'un chantage d'intimidation qui est adressé aux Français.

Plusieurs enseignements si on décline les conséquences logiques de l'interview de monsieur Begag :

1° en refusant d'être français, le musulman rejette les lois, règlements et jugements de la République, et revendique l'application d'un droit spécifique dérogatoire du droit commun. C'est la sécession juridique, il y aurait deux droits en France selon que l'on soit musulman ou pas ;

- 2° par son refus d'être français, la déchéance de la nationalité française de tous les musulmans devient républicainement obligée, qui au surplus répond à ses aspirations. Il est tout aussi républicain de procéder à leur expulsion pour pousser la sécession à son point ultime avant que le musulman ne déclare une guerre civile dans notre pays ;
- 3° Car c'est bien le sens du discours de monsieur Begag : il adresse à la France républicaine un véritable ultimatum, inacceptable comme celui adressé par l'Autriche-Hongrie à la Serbie en 1914. C'est une véritable déclaration de guerre à l'identité française véhiculée par l'intermédiaire de l'hebdomadaire « le Point » puisqu'il s'agit de la soumission du peuple de France qui est exigée, sinon c'est l'islam par défi qui est proposé, ce qui se traduirait par « vous n'êtes pas au bout de l'égorgement ». Ce chantage est inacceptable ;
- 4° Enfin, nous avons un des aveux les plus doux qui soit fait par un politique qui n'est pas suspect de nationalisme ou d'extrémisme droitier qui, en brisant la taqîya, nous montre le visage réel du musulman, qu'il soit modéré ou pas, dont le but final est la soumission du pays.

Selon cette appréciation de l'interview et pour cette déclaration de guerre, il serait maintenant légitime de se préparer à un conflit armé.

Jean d'Acre

L'interview :

https://www.lepoint.fr/politique/azouz-begag-la-peur-des-mus
ulmans-est-ancienne-en-france-20-02-2021-2414748 20.php

https://ripostelaique.com/azouz-begag-a-envoye-un-ultimatum-

<u>a-la-france-la-soumission-ou-la-guerre.html</u>